

le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 12 - Juillet-août 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB
1 an : 2 F ; 20 FB

CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

CONTRE DE GAULLE OU CONTRE LE CAPITALISME ?

Parmi les adversaires les plus acharnés du "pouvoir personnel", il n'existe sûrement pas un homme qui n'ait, une fois au moins dans sa vie, crié "Vive de Gaulle !". Personne qui n'ait célébré en lui le libérateur de la patrie, bu ses paroles à la B.B.C., vibré à son appel contre l'occupant... Personne, en un mot, qui n'ait contribué peu ou prou à redonner vie et flamme à ce nationalisme français dont l'actuel

chef de l'Etat se veut la plus pure expression. Et pourtant c'est de cette masse informe d'ex-gaullistes de coeur que part quelquefois à notre adresse cette critique, plus ou moins perfide, plus ou moins haineuse : "Vous ne pouvez être de vrais communistes puisque vous n'attaquez pas de Gaulle".

C'est vrai. Dans le concert d'imprécations des syndicats et des partis qui prétendent représenter la classe ouvrière, nous sommes les seuls à donner une fausse note. Nous n'accordons pas une importance spéciale aux faits et gestes d'un personnage dont nous laissons à d'autres la tâche facile de relever les travers et les contradictions. Nous

DANS CE NUMERO

- Contre de Gaulle ou contre le capitalisme ?
- Qui veut le commerce doit préparer la guerre
- A chacun son adversaire (pourquoi nous attaquons le PCF)
- Illusions et corruption au sein du prolétariat
- Vacances : opium d'une société à abattre
- Que les siens pleurent Thorez !

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F
de soutien 20 F

Correspondance :
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

ne joignons pas notre voix à celle des vestales démocratiques outragées qui, après avoir acclamé en leur jeunesse "l'homme du 18 juin", se scandalisent aujourd'hui de sa politique. Sommes-nous donc, comme on voudrait l'insinuer, insensibles à l'aggravation de la condition des travailleurs ? Indifférents à la fascisation croissante des institutions de l'Etat bourgeois ? Aucunement, mais notre adversaire est le capitalisme et non pas un seul de ses gouvernements. Notre ennemie est la classe bourgeoise tout entière et non pas seulement une de ses fractions. L'anti-gaullisme, au fur et à mesure qu'il prend corps, apparaît de plus en plus comme une force de conservation sociale destinée à remplacer le gaullisme lorsqu'il sera trop usé et les ouvriers trop mécontents.

Cette meute de politiciens, d'opportunistes et d'éternels niais qui maudissent le gaullisme après avoir vénéré son chef ont déjà fait leurs preuves. Ils ont sacrifié à la "démocratie" des milliers de courageux prolétaires, ils ont permis l'extermination de millions d'hommes en donnant à la dernière guerre impérialiste de 1939-45 son drapeau mensonger d'anti-fascisme, et cela pour aboutir à ce fascisme d'aujourd'hui qui n'ose même pas avouer son nom. Ils veulent récidiver avec les mêmes slogans, sous les mêmes mots d'ordre trompeurs. Au nationalisme concret et sordide, ils veulent opposer leur idyllique et chimérique patriotisme. Eux qui, depuis 1936, se réclament de Jeanne d'Arc et des sans-culottes, qui ont adopté la Marseillaise et le Chant du départ, les voilà outrés parce que ces symboles révèlent ouvertement au travers du gaullisme le rôle anti-ouvrier qu'ils n'ont jamais cessé de jouer. Eux qui ont toujours voulu la "grandeur française" se plaignent de ce que les ouvriers, les premiers et les seuls, en fassent les frais. Eux qui chantent la "coexistence pacifique" et l'amitié entre les peuples, ils s'étonnent de ce que ces mots d'ordre prennent la forme d'une orgie de capitaux extorqués au prolétariat.

Nous autres, minorité des minorités dans le mouvement ouvrier, pourchassés par les opportunistes, calomniés par les renégats du communisme, nous avons la conscience et l'orgueil de n'avoir jamais, de près ou de loin, participé à la croisade idéologique dont de Gaulle n'a fait que recueillir les fruits tardifs. La discipline patriotique, nous ne l'avons jamais acceptée. Le second carnage mondial, dont la société recueille aujourd'hui les fruits amers de fascisme honteux, nous l'avons toujours, à la mesure de nos forces, dénoncé. Nous ne signons pas aujourd'hui des chiffons de papier en faveur du désarmement nucléaire, mais nous n'avons jamais applaudi à Hiroshima. Nous ne nous découvrons pas "pacifistes" devant la menace atomique après avoir été jusqu'aboutistes au cours de la dernière guerre mondiale. Nous n'avons jamais applaudi l'homme de la V^e république, même lorsqu'il fondait la IV^e sous la bénédiction des "socialistes", des "communistes" et de tous les "démocrates".

De Gaulle est un bourgeois, et il l'a toujours été; il sert aujourd'hui les intérêts de sa classe, comme il les servait hier. C'est normal. Ce qui est monstrueux, c'est que de prétendus "communistes" trahissent les intérêts de la classe ouvrière en se faisant les défenseurs de la patrie, les fanatiques de la grandeur française.

A les écouter tous, on croirait vraiment que les difficultés de la classe ouvrière ont commencé avec de Gaulle et que cette bonne vieille IV^e république, pour ne rien dire de la III^e, ignorait les budgets équilibrés et les compressions d'emploi dans le secteur public, le blocage des salaires et le chantage à l'inflation dans le secteur privé, l'impuissance ministérielle devant le prix du boeuf et la hausse continue des impôts. On aurait donc attendu 1958 pour chanter ce refrain, pourtant bien connu des parlements qui comptaient un tiers de socialistes et de communistes: produire et non pas revendiquer ? Allez donc raconter cela à ceux qui n'étaient que des enfants au moment de la guerre d'Algérie !

L'histoire du gaullisme, c'est tout autre chose que la fin de l'âge d'or de la démocratie. Entre les deux guerres mondiales, la bourgeoisie capitaliste, terrorisée par le souvenir de l'Octobre russe, a vécu dans la crainte d'une intervention révolutionnaire du prolétariat. La contre-révolution stalinienne, en Russie et dans l'Internationale Communiste, l'a débarrassée de sa hantise. Par la suite, l'U.R.S.S. participa à la seconde guerre mondiale aux côtés des principaux impérialismes, Etats-Unis en tête; les divers partis communistes, eux, mobilisèrent les prolétaires dans la Reconstruction patriotique après les avoir exhortés à s'entremassacrer pour la plus grande gloire de leur patrie... et de la démocratie. Aujourd'hui, la bourgeoisie est complètement rassurée. Khrouchtchev a succédé à Staline et le "communisme" officiel est devenu tout à fait "raisonnable": il se contente de faire confiance au développement du commerce mondial pour résoudre tous les problèmes sociaux.

Pourtant le grand capital, pour payer sa tranquillité, a dû recourir aux services des gouvernements dirigés par des radicaux associés aux socialistes. Il lui a fallu consentir également à ces aumones sociales que les opportunistes ouvriers se chargeaient de présenter aux prolétaires comme autant de grandes "conquêtes" dues à la vigilance des syndicats. A ce prix modique, les colères ouvrières ont été apaisées, les remous sociaux d'après-guerre surmontés et la production a pu reprendre sur un rythme prodigieux: la "prospérité" était là. Vente à crédit, stabilité de l'emploi, heures supplémentaires à gogo, allocations familiales, logements en co-propriété, bon nombre d'ouvriers furent conquis par ce "bien-être" qu'ils payaient pourtant chèrement d'un allongement de la journée de travail, d'une accélération des cadences productives, d'une vie de robot dans des villes toujours plus grandes, plus agitées, plus bruyantes, plus inhumaines. Ils crurent qu'ils n'étaient plus tout à fait des prolétaires, qu'ils pouvaient s'"installer" confortablement dans le capitalisme moderne, que Khrouchtchev avait raison qui leur disait qu'on pouvait se passer de la révolution et parvenir au socialisme par la voie sans épines de la démocratie parlementaire. Parvenus à ce résultat, les opportunistes et les petits-bourgeois avaient terminé leur rôle qui consiste toujours à châtrer la tendance révolutionnaire du prolétariat. Du même coup, le grand capital pouvait prendre les choses en mains ouvertement. Il y avait double intérêt: d'abord pouvoir spéculer sur une vaste échelle sans être gêné aux entournures par les chicanes du mécanisme parlementaire et sans laisser de pourboire aux compères "démocrates", ensuite

adapter la structure productive française à l'évolution historique, toute fasciste, du capitalisme moderne.

La crise algérienne lui en fournit l'occasion. Il s'agissait de remplacer la vieille domination colonialiste, basée sur l'occupation militaire, par la domination impérialiste, basée sur l'exportation des capitaux. La "gauche" démocratique, le parti communiste en tête, appelait pudiquement cela "remplacer les liens d'oppression par des liens d'amitié". De Gaulle sut réussir l'opération sans être gêné le moins du monde par une opposition "communiste" qui se contentait de recueillir des signatures pour la paix et se gardait bien de parler d'un appui de classe à la révolution algérienne. Mieux, après le putsch d'Alger, il se vit appuyé directement par tous les "démocrates", par les communistes et les syndicats: ceux qui, aujourd'hui, pleurnichent devant l' "arbitraire" du pouvoir, réclamaient alors le renforcement de l'autorité de l'Etat.

Les "anti-gaullistes" crièrent ainsi "Vive de Gaulle !" pour la seconde fois. Il avait suffi pour cela de la grotesque menace d'une "guerre civile" menée par les parachutistes, tant il est vrai que pour des démocrates - et les soi-disant communistes en font évidemment partie - rien n'est pire que le "désordre". On vit donc les "communistes anti-gaullistes" se tenir aux ordres de de Gaulle au nom de l'Ordre, de la paix sociale, de l'unité des Bons Français et des voies pacifiques au socialisme.

o o
o

La suppression des subventions à l'agriculture, les expropriations légales d'exploitations paysannes déficitaires, le parlement-croupion, les brimades contre les derniers refuges de la "démocratie", les pouvoirs exorbitants de l'autorité judiciaire, la législation d'urgence en temps de paix, l'impudence et le cynisme des arrivistes de l'UNR, en un mot tout le gaullisme n'aurait pas été possible si son oeuvre politique n'avait pas été préparée par les ministres de la IV^e république.

De même que le "pouvoir personnel" n'est pas l'oeuvre de de Gaulle, mais des partis démocratiques qui, dans tous les moments critiques, ont toujours vu en lui le chef, de la même façon le triomphe économique du grand capital découle d'abord de la capitulation des partis de la classe ouvrière. Les destructions de la guerre, la reprise économique de la paix impérialiste et la "sagesse" du prolétariat ont redonné au capitalisme français une vie, un appétit, une ambition qu'il n'avait plus connus depuis plus d'un demi-siècle. Le gaullisme n'a fait qu'exprimer ce phénomène, rendant visible et systématique une transformation qui couvait depuis des années à l'ombre des gouvernements "démocratiques" où figuraient en bonne place socialistes, "communistes" et autres démocrates devenus depuis les adversaires de leur ancienne idole.

Les monopoles dont le gouvernement actuel est reconnu, à juste ti-

tre, comme l'expression la plus évidente, ne sont qu'une superstructure du capitalisme. Vouloir refouler cette superstructure sans toucher à ses fondements, c'est à dire aux rapports de production capitalistes, est une pure foutaise. Les anti-gaullistes "raisonnables", les Defferre, Mendès-France ou Mollet qui refusent au P.C.F. ce "programme commun" qu'il implore d'eux, le savent fort bien. Ils ne s'aviseraient pas de mettre en cause, même en paroles, cette concentration économique et financière qui est le fondement de la "prospérité" actuelle. Les Thorez et consorts se veulent de plus en plus "réalistes" depuis qu'ils considèrent comme une "utopie" la révolution et la dictature du prolétariat: ils n'ont fait que revenir aux illusions des petits-bourgeois qui rêvent de concilier les intérêts du capital et ceux de la classe ouvrière. Les vrais réalistes ce sont ces néo-businessmen de "gauche" qui espèrent escamoter de Gaulle sans toucher à son oeuvre. Sans doute ne démentent-ils pas l'illusion de la "démocratie véritable": elle détourne les ouvriers de la lutte de classe et, pour des prétendants au pouvoir bourgeois, c'est toujours ça de pris.

Mais les carriéristes avisés et les ambitieux aux dents longues qui les entourent ne sauraient s'embarasser, dans leur programme, de tout ce fatras démocratique périmé. Peut-être parviendront-ils un jour à mettre le gaullisme à la retraite. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'ils ne changeront rien à rien de l'essentiel de son oeuvre: le renforcement de l'autorité de l'Etat. C'est pourquoi nous dénonçons au même titre les gaullistes et les anti-gaullistes, qui se valent bien comme défenseurs de l'ordre capitaliste. C'est pourquoi nous appelons les prolétaires à abandonner la voie des "démocraties", véritables ou fausses, pour reprendre leur seule voie de classe, celle qui mène à l'assaut du capitalisme en passant par la lutte contre tous ses gouvernements, gaullistes ou non, contre toutes ses constitutions, "démocratiques" ou "autoritaires".

QUI VEUT LE COMMERCE

DOIT PREPARER LA GUERRE

Sur le libre-échange, Marx écrivait ceci en 1848:

"Dans l'état actuel de la société qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée... La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle que la fraternité qu'il fait naître entre les classes d'une seule et même nation. Désigner par le nom de

"fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est
"une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bour-
"geoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence
"fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des pro-
"portions plus gigantesques sur le marché de l'univers..."

Saluant la Conférence de Genève, le ministre russe du commerce ex-
térieur, Patolitchev écrivait au contraire dans la Pravda du 6 mars
dernier: "Le commerce est la voie de la paix et du progrès. Un commer-
"ce international illimité est une des conditions les plus importantes
"pour réaliser la coexistence pacifique, la consolidation de la paix,
"du progrès, de l'amitié et de la collaboration entre les peuples et
"les pays".

Rapprochement éloquent...

Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'U.R.S.S. offre sa collabo-
ration politique et économique à l'impérialisme mondial. Mais Staline
le faisait sous le couvert de la guerre "anti-fasciste" et de la cons-
truction du "socialisme" russe. Avec Khrouchtchev, tous les masques
tombent: ce n'est pas le commerce illimité qui réalisera la coexisten-
ce pacifique, mais la coexistence et la collaboration de classe qui
ouvriront au capitalisme moscovite toutes les portes du commerce mon-
dial. Merci, Monsieur Khrouchtchev, de l'avoir confessé: c'est tout ce
que nous attendions de vous ! Pour vous et vos pareils, la Conférence
de Genève elle-même peut constituer "un pas vers l'assainissement ra-
dical de tout le système du commerce mondial". Nous n'avons donc aucu-
ne peine à croire votre illustre ministre lorsqu'il écrit que "le mot
d'ordre commerçons ! lancé par N.S. Khrouchtchev est très populaire
dans les milieux d'affaires étrangers". Bien sûr ! Les "milieux d'af-
faires", voilà quelque chose d'autrement "concret" que la pensée de
Karl Marx ! Or vous, Nikita Khrouchtchev, vous ne vous intéressez
qu'au "concret" qui, pour vous, est le libre-échange.

o o
o

Malheureusement, dans le monde concret, des barrières artificielles
et des distinctions "absurdes" entravent la circulation des marchand-
ses. "L'O.T.A.N., écrit Patolitchev, s'efforce d'imposer à ses membres
certaines limitations du volume des échanges et des délais de crédit
en ce qui concerne les pays du socialisme. Des associations économiques
fermées, comme par exemple le Marché Commun, opposent leurs barrières
douanières aux produits des pays socialistes". Evidemment ! Le com-
merce capitaliste ne ressemble nullement à l'image que les boutiquiers
du Kremlin se sont faite du libre-échange et de la paix. C'est un com-
merce de rapine et de monopoles, de "positions de force" et de division
du monde en sphères d'influence. Quand l'Allemagne refuse à l'URSS les
tubes d'acier commandés par Khrouchtchev, elle le fait sous la pression
du gouvernement américain qui craint la concurrence du pétrole russe.
Mais quand Moscou achète à un prix fixé pour cinq ans toute la produc-
tion cubaine de sucre, que fait-elle, sinon imposer son monopole à
l'économie et à l'état cubains ? L'U.R.S.S. se plaint du Marché Commun

mais elle a elle-même été l'inspiratrice du Comecon, et sa banque internationale vise à donner au rouble le monopole du commerce dans les démocraties populaires. "Fraternité ?", demandait Marx. Si tu veux le commerce, prépare la guerre !

N'ayant pu transformer la Conférence de Genève en une embrassade collective entre commerçants russes et étrangers, Moscou y a abandonné le premier rôle aux bourgeois du dit "Tiers Monde" avides de capitaux et de machines, de "paix" et de "progrès" et donc particulièrement sensibles aux mots d'ordre libéraux. Écoutons encore Patolitchev: "Les anciennes "règles du jeu" héritées de l'époque où, du fait de l'impérialisme et du colonialisme, les rapports internationaux étaient dominés par le saccage et l'oppression des faibles de la part des forts, par les échanges inégaux, la discrimination et la violence économiques doivent être repoussées comme contraires à l'esprit (!) de notre temps et aux intérêts vitaux de la majorité des peuples, comme un frein à la normalisation et au développement du commerce et de la collaboration économique".

Mais "l'esprit de notre temps" en a vu d'autres, puisque l'accumulation de la richesse à un pôle et de la misère à l'autre, c'est à dire le retard des pays sous-développés par rapport aux pays avancés, n'a fait que s'aggraver au lieu de s'atténuer. La part du "Tiers Monde" dans le commerce mondial est tombée en dix ans de 31 à 24 %; les prix des matières premières - seuls articles d'exportation des pays sous-développés - ont continuellement diminué; le déficit commercial des pays pauvres a continuellement augmenté. Les anciennes "règles du jeu" sont donc toujours en vigueur: il n'y a pas d'échange mercantile qui soit "égal" et "réciproquement avantageux". Comme l'écrivait Marx, plus vous "libérez" le commerce, plus vous favorisez la rapine. Votre fraternité universelle n'est qu'un fratricide universel !

Moscou insiste toutefois. Dans le document présenté à l'ONU sous le titre "Principes des relations commerciales internationales et de la politique commerciale" (seul domaine dans lequel ces Messieurs parlent encore de "principes" !), l'URSS propose comme remède aux pays arriérés "la concession unilatérale de franchises et d'avantages commerciaux; la stabilisation du marché des matières premières; l'amélioration de la structure des exportations des pays en voie de développement, et des conditions de transport de leurs marchandises". Mais qu'est-ce que cette "stabilisation", sinon un obstacle sur la voie du développement des pays arriérés ? Voyez Cuba ! Patolitchev poursuit: "Les pays en cours de développement payent les marchandises soviétiques dont ils ont besoin par des fournitures de leurs produits traditionnels, tels que coton, laine, cuir, métaux non ferreux, caoutchouc, etc...". Donc l'URSS bénit les courants d'échanges "traditionnels", tout comme elle bénit la monoculture à Cuba et ailleurs - ce qui revient à bénir le "traditionnel" retard des pays sous-développés par rapport aux autres ! On peut donc dire à nos khrouchtcheviens ce que Marx disait aux libre-

échangistes de son temps: "Vous croyez peut-être, Messieurs, que le destin naturel des Indes occidentales est de produire du café et du sucre ?".

Ce rôle réactionnaire de l'URSS se reflète nettement dans le message que Khrouchtchev a adressé le 22 mars dernier aux commerçants-délégués réunis à Genève et dont la tâche, selon lui, était d' "assurer les meilleures conditions de développement du commerce mondial sur la base de principes justes (!!) susceptibles de contribuer à la normalisation des échanges, à la suppression des obstacles artificiels et des discriminations, garantissant ainsi à tous les pays une place digne (!!) dans la division internationale du travail". Magnifique ! Le "marxiste-léniniste" Khrouchtchev souhaite l'éternisation de la division internationale du travail, c'est à dire la division du monde, non pas en deux blocs, comme dans le vieux cliché stalinien, mais en pays capitalistes évolués d'une part et pays sous-développés de l'autre, fournissant exclusivement des matières premières aux précédents. Le "socialisme" russe avait déjà consacré l'existence en URSS d'une division entre travail manuel et intellectuel, et annoncé l' "éternité" de l'économie marchande: le voilà maintenant qui promet l'éternité au capitalisme mondial au moyen... du commerce.

Mais cette voie-là, seigneur Khrouchtchev, n'est pas celle de la "paix" et du "progrès" ! C'est la voie qui conduit à la guerre entre les Etats, c'est à dire entre tous les mercantis que vous êtes - et à la révolution prolétarienne, c'est à dire à notre révolution contre vous tous !

Le numéro 28 (juillet-septembre 64) de notre revue théorique,

P R O G R A M M E C O M M U N I S T E

vient de paraître. Au sommaire:

- " LA CROISSANCE ECONOMIQUE, POURQUOI FAIRE ? "
- LE MOUVEMENT SOCIAL EN CHINE (II)
- LES LECONS DE LA POLEMIQUE RUSSO-CHINOISE (I)
- Les textes du marxisme révolutionnaire:

P A R T I et C L A S S E

- " HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE "
- ALFRED ROSMER

A CHACUN SON ADVERSAIRE (POURQUOI NOUS ATTAQUONS LE PCF)

Lorsqu'à la "Libération" de Gaulle prit dans son gouvernement Thorez, Billoux et quelques autres patriotes "communistes", il répondit aux critiques et aux avertissements de la droite classique, qu'à partir du moment où les staliniens abandonnaient les armes pour entrer dans la légalité, ils n'étaient plus dangereux du tout, et qu'ils lui seraient beaucoup plus utiles, à lui, au gouvernement que dans l'opposition.

Il est facile de constater que les faits lui ont donné raison, aujourd'hui que les khrouchtcheviens sont devenus l'opposition de Sa Majesté.

On nous reproche d'attaquer le P.C.F. beaucoup plus souvent que de Gaulle, et même de n'attaquer que le P.C.F. C'est mal poser le problème des tâches que doivent remplir des militants prolétariens. Un parti prolétarien ne regroupe les prolétaires que pour une lutte qui tende à la suppression de la condition prolétarienne, c'est à dire du salariat, c'est à dire du capital. Il lutte pour la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat sur le capital, et non contre Herriot, ou Blum, ou Daladier, ou Pétain, ou de Gaulle, hommes d'Etat du capital, variété abondante dont il ne risque pas d'être jamais privé. Un parti qui au contraire est toujours prêt à faire "un pas en avant", à soutenir Blum contre Laval, de Gaulle contre Pétain, et demain Defferre (ou Y ou Z) contre de Gaulle n'est pas un parti prolétarien mais un parti réformiste. Le jeu peut durer longtemps, aussi longtemps que le capital lui-même. Ce qui ne doit plus durer c'est que ce parti, bien qu'il continue à regrouper des salariés, puisse continuer à se réclamer du prolétariat et de son avenir. Et en fait on constate que le P.C.F. parle toujours moins de révolution, et défend toujours plus le pacifisme social et l'union la plus large avec les autres classes. Il aura fallu pourtant trente ans pour que, depuis les premières trahisons évidentes, les paroles rejoignent enfin les actes. C'est la lenteur de cette évolution qui fait qu'aux yeux de beaucoup le P.C.F. n'apparaît pas ce qu'il est réellement, un parti de conservation sociale.

La seule chose à faire pour ceux qui croient, non à la malveillance de de Gaulle, mais au caractère périmé de la domination du capital et à la possibilité de l'abattre au cours de la prochaine crise de surproduction mondiale qu'il prépare (et dont il ne pourrait sortir que par une nouvelle guerre), c'est donc de dénoncer les rebouteux qui, par de faux remèdes, prétendent guérir les tares fondamentales du capitalisme, et qui se préparent, une fois de plus à diriger les prolétaires vers de faux objectifs.

De Gaulle fait son travail: ce que fait de Gaulle, ce que fait la bourgeoisie, ce que ferait Defferre (ou Y ou Z) demain, la critique marxiste l'a défini depuis longtemps: assurer l'exploitation du travail salarié tout au long du cycle de l'accumulation, de la crise, de la guerre et de la reconstruction. Et c'est ce que nous ne cessons de rappeler ici.

A nous de faire le nôtre: dénoncer ceux qui, tout en continuant à se poser en avant-garde du prolétariat, sont en fait les meilleurs chiens de garde du capital en trompant les salariés sur la réalité du devenir historique. Il est facile de le démontrer, aujourd'hui que le prétendu communisme international et le P.C.F. surtout, qui fut son plus beau fleuron dans les pays capitalistes avancés, a achevé le cycle de sa dégénérescence.

En une dizaine d'années et à trois reprises, alors que la bourgeoisie française était, sinon en danger, du moins en difficulté, le P.C.F. a pesé de tout son poids pour lui faciliter sa tâche de conservation sociale: en 1934-36 alors que les conséquences de la grande crise de 1929-32 finissaient par toucher la France; en 1939-40 à l'éclatement de la seconde guerre impérialiste; en 1945-47 devant les difficultés de la reconstruction d'après-guerre. Nous ne prétendons pas ici que les circonstances d'alors étaient révolutionnaires (la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale était fortement compromise depuis 1924-26), mais nous affirmons que le P.C. fit tout pour empêcher l'aggravation des difficultés dans lesquelles l'anarchie mondiale de la production et des échanges avait plongé notre bourgeoisie nationale comme ses soeurs des Etats-Unis, d'Angleterre ou d'Allemagne. Abandon de la lutte des classes, union des classes, union sacrée et patriotisme: telles furent les nouvelles positions adoptées par le P.C. après 1934.

Prenant prétexte du fait que l'hitlérisme avait écrasé le prolétariat et la démocratie, le P.C. appela à la lutte anti-fasciste en alliance avec les classes moyennes, pour la défense de la démocratie bourgeoise, en remettant à plus tard la lutte pour la révolution prolétarienne. Non seulement l'abandon des objectifs prolétariens propres ("il faut savoir terminer une grève") ne pouvait que démoraliser les salariés et consolider le pouvoir bourgeois, mais l'adoption de l'anti-fascisme bourgeois (devenu une arme entre les mains des bourgeoisies libérales française et anglo-saxonne dans la préparation du conflit inévitable avec les puissances fascistes) assurait déjà la base essentielle des positions qui devaient servir à entraîner le prolétariat dans l'union sacrée avec sa bourgeoisie.

C'est effectivement ce qui se produisit en 1939-40. Cette guerre impérialiste entre démocraties libérales bien pourvues en colonies et débouchés et puissances fascistes en quête de marchés, fut caractérisée par le P.C.F. comme une guerre juste de la démocratie contre le fascisme, de la civilisation contre la barbarie. Et les prolétaires furent appelés à se battre volontairement, après même la défaite de l'armée régulière, aux côtés de de Gaulle, au nom de l'idéal patriotique bourgeois le plus classique: pour "l'indépendance nationale et la grandeur de la patrie". Ce qui n'empêchait pas le P.C. de prétendre combattre pour l'idéal de Lénine, ardent défenseur du défaitisme révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile!

Après une telle défaite du prolétariat, les conditions étaient évidemment favorables pour le passage aux nouvelles tâches économiques du capital, celles de la reconstruction, de la reprise sur un rythme plus ra-

pide de l'accumulation de la plus-value. La bourgeoisie française s'est trouvée ici devant une tâche encore plus difficile que celle de la guerre: renouveler un capital désuet et en partie détruit dans les conditions de la suprématie mondiale du capital américain. C'est alors que le P.C.F. toujours soucieux de l'indépendance nationale, fit savoir aux salariés qu'il fallait travailler d'arrache-pied à "la reconstruction et la renaissance de la France", qu'il fallait "travailler d'abord, revendiquer ensuite", "produire, produire toujours plus". C'est de cette dernière défaite que nous supportons encore le poids avec l'interminable longueur de la semaine de travail.

Nous savons très bien ce que réplique le réformiste stalinien devant l'exposé de ces faits: "Vous oubliez qu'aujourd'hui on vit mieux qu'en 1934. Vous oubliez les conquêtes sociales du Front Populaire et de la Libération, les conventions collectives et les congés payés, la sécurité sociale et les comités d'entreprise".

A quoi nous répondons: "C'est effectivement le prix que la bourgeoisie a dû payer pour pouvoir priver le prolétariat de tout réflexe de classe, pour lui faire accepter la marche à la guerre, la guerre et la reconstruction. Nous vivons dans le monde du donnant-donnant et la bourgeoisie elle-même ne peut obtenir gratuitement de ses prolétaires de tels sacrifices. Mais elle sait réduire les siens au minimum. Grâce à la défaite politique du prolétariat, elle a fait en sorte que la durée du travail reste considérable (les 40 heures sont loin !) et que la productivité soit telle que les congés payés sont largement compensés. Ainsi l'exploitation de la force de travail n'a fait qu'augmenter et la condition prolétarienne n'a pas fondamentalement changé. Pourtant la plus grande victoire de la bourgeoisie n'est pas là. Elle est dans le fait que son pouvoir s'est trouvé renforcé. Elle l'a non seulement consolidé (dans un sens fasciste et non "personnel" comme le disent les khrouchtcheviens), mais elle l'a prémuni d'une attaque prolétarienne violente en anéantisant la préparation révolutionnaire de son adversaire mortel de classe. S'il est vrai que les conditions révolutionnaires n'étaient pas réunies en 1934, 1939 ou 1945, une attitude d'intransigeance du noyau révolutionnaire que constitue le parti aurait sauvé les chances pour les crises de demain, alors que les concessions stalinienne ont broyé les cadres prolétariens dans une pratique de collaboration de classe."

Et aujourd'hui, alors que de nouvelles difficultés se présentent pour la bourgeoisie mondiale et la nôtre, alors que montent les signes avant-coureurs de la crise, le P.C.F., riche d'une longue expérience, poursuit le même jeu: si l'économie ne va pas, c'est la faute à de Gaulle. "Unissons-nous tous pour une démocratie renouvelée et nous irons vers la paix, la liberté et le bonheur !". On veut nous refaire le coup du Front Populaire, mais nous savons trop bien ce qui vient après...

Les Blum, Daladier, Pétain et autres de Gaulle passent, mais le capital reste. C'est lui qu'il faut abattre, mais au premier rang de ses défenseurs se tiennent les farouches partisans de la démocratie et de la patrie, c'est à dire les hommes les plus dangereux pour la préparation révolutionnaire du prolétariat, ceux du P.C.F.

Voilà pourquoi nous les attaquons.

ILLUSIONS ET CORRUPTION AU SEIN DU PROLÉTARIAT

L'APPEL DE NANTES.

Nous avons déjà parlé ici du cas de ce délégué C.G.T. de Renault que la direction syndicale a exclu parce qu'il s'était prononcé contre les grèves tournantes. Peu de temps après, et pour les mêmes motifs, sept ouvriers de la S.N.C.A.S.O. de Nantes ont subi le même sort: ils avaient signé un texte désormais connu sous le nom d'Appel de Nantes et auquel des syndicalistes enseignants ont donné une certaine diffusion. 120 signatures avaient été apposées au bas de cette sorte de manifeste. Cela ne signifie pas, évidemment, que le minimum de positions de classe qu'il exprime est sur le point de déborder du cadre étroit des minorités où il a vu le jour. Cela montre simplement - mais ce n'est pas rien - que les dirigeants de la C.G.T. redoutent le moment où ce débordement aura lieu et n'hésitent pas, pour le prévenir, à prendre des mesures d'exclusion auxquelles rien, dans les statuts de la Centrale, ne peut donner une apparence de légitimité.

A l'actif du texte en question on peut relever quelques points intéressants qui témoignent du mécontentement ouvrier face à la politique des syndicats: la volonté d'en finir avec les mouvements de 24 heures, profession par profession et le souci d'y opposer des mouvements étendus à plusieurs catégories, sans limites dans le temps; le refus de ces "comités de défense avec les patrons, les curés et les députés" " et autres représentants de la bourgeoisie locale"; l'affirmation d'une plateforme revendicative unifiant les aspirations des diverses catégories.

Mais à côté de cet aspect positif, l'Appel de Nantes présente d'incontestables faiblesses, qui montrent combien est pauvre le patrimoine d'expérience politique sur lequel s'appuient ces premières réactions ouvrières. De nombreuses critiques pourraient être faites à la revendication de l' "échelle mobile"; souvent présentée comme un mot d'ordre radical, elle implique en fait la reconnaissance de l'arbitrage de l'Etat et sa réalisation s'est toujours soldée par des déboires. Mais il y a plus grave. Après avoir très justement réclamé "le retrait des syndicats du Conseil supérieur du Plan", le "retrait des syndicats des Comités d'expansion économique", l'Appel nous dit que "les centrales syndicales doivent comprendre que la première condition pour organiser une lutte efficace contre le patronat et son Etat, est qu'il faut prendre des options claires...". Vouloir que les appareils syndicaux "comprennent" les intérêts du prolétariat, c'est vraiment faire preuve d'une grande naïveté ou, ce qui est pire, entretenir des illusions chez les ouvriers. Les dirigeants syndicaux "comprennent" très bien ce qu'ils font, mais ils ne peuvent rien faire d'autre car ils sont liés à des forces politiques qui collaborent avec le capitalisme. Et si quelque honnête militant ouvrier veut agir suivant ce que son expérience lui enseigne, eh bien, ils le foutent à la porte comme l'illustre l'histoire même de l'Appel. On lit plus loin dans le texte: (pour réaliser l'unité d'action) "les militants doivent se rencontrer...". Quels militants, demandons-nous ? Ceux de la C.G.T. qui

acceptent qu'on exclue de l'organisation les délégués qui ne veulent plus de grèves tournantes ? Ceux de F.O. qui obéissent non moins docilement à leurs chefs lorsqu'il s'agit de torpiller une action présumée trop radicale ? Ceux de la C.F.T.C. qui s'affirment adversaires de la lutte des classes ?

Il faut avoir le courage de voir la situation en face, pour amère qu'elle soit. Toutes les forces organisées du prolétariat ont failli au cours d'une lutte historique dont l'enjeu était l'avenir du monde. Il ne s'agit plus ici d'honnêteté ou de malhonnêteté individuelle de militants ou de cadres syndicaux : tous ceux qui sont en place ignorent ou ont définitivement perdu la ligne politique de la lutte de classe du prolétariat ; il faut patiemment, au travers de mille obstacles, la réinculquer à tous les éléments combattifs de la classe ouvrière. C'est long et ingrat, mais si seulement un dixième des signataires de l'Appel de Nantes avait compris cela, un pas en avant non négligeable aurait été accompli.

LA FLAMME VACILLANTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE.

Ce n'est pas un hasard si le texte évoqué ci-dessus a été principalement diffusé par la tendance syndicaliste de "L'Ecole émancipée" qui, se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, en a conservé tous les défauts. Capable certes de faire front au courant de veulerie et d'abdication qui caractérise tout le mouvement syndical d'aujourd'hui, elle persévère au-delà du vraisemblable dans les préjugés traditionnels du syndicalisme, notamment en ce qui concerne la foi dans les "minorités agissantes", les principes de "l'indépendance syndicale", la propension à faire de la "démocratie syndicale" un idéal permanent et un remède à tous les maux.

On vient de rappeler plus haut que les dirigeants de la C.G.T. n'acceptent plus désormais d'autre opinion que celle qui est conforme à leur position en faveur de la "démocratie véritable", mot d'ordre conservateur s'il en est. Face à une manifestation aussi brutale et aussi édifiante du rôle joué aujourd'hui par la grande centrale syndicale, la pusillanimité des préjugés syndicalistes apparaît clairement. On doit savoir gré à l'Ecole Emancipée de les énoncer en toute ingénuité. Nous lisons dans son numéro consacré aux jeunes (juin 1964) que "l'E.E. n'a, en principe, aucun préjugé favorable ou défavorable à l'égard du Parti Communiste". Or le P.C.F., qu'on le veuille ou non, est le parti qui compte le plus d'ouvriers et qui influence indiscutablement le comportement de grandes masses. Peut-on, après les positions qu'il a prises en faveur de la production, de la grandeur française, du patriotisme, du nationalisme, de la collaboration des classes être d'accord avec lui ? Toute la question est là. L'Ecole Emancipée est contre les conséquences de sa politique dans le domaine syndical, mais au dehors, elle n'a "aucun préjugé favorable ou défavorable" à son égard. Cette attitude est peut-être "syndicaliste", elle n'est sûrement pas révolutionnaire. Et cela devient le comble de la niaiserie lorsque l'Ecole émancipée demande à la C.G.T. de reconnaître les tendances. Mais elle les "reconnaît" les tendances, la C.G.T. : les camarades de Renault et de Nantes sont précisément là pour en témoigner. C'est parce que la direction de la C.G.T. a reconnu en eux la flamme vacillante, mais pourtant menaçante, de la lut-

te prolétarienne qu'elle les a exclu en toute hâte. Dites au moins cela aux ouvriers, au lieu de les laisser croire qu'un jour ces agents de la bourgeoisie que sont les dirigeants syndicaux pourront, par les vertus de la "démocratie syndicale", se battre à leurs côtés.

LE PAIN DE LA CORRUPTION.

Depuis des mois, la grande question est de savoir si la C.G.T. émar-gera ou non au budget que l'Etat capitaliste consacre gracieusement à la formation des cadres syndicaux. De cela aussi nous avons déjà parlé, montrant quelle honte il y avait pour une organisation ouvrière à accep-ter de l'argent de ceux qu'elle doit en principe combattre. L'argent du gouvernement va à F.O. et à la C.F.T.C., mais la C.G.T. ne reçoit rien. Cela pourrait être flatteur pour elle, mais ce qui préoccupe ses chefs ce n'est pas de stigmatiser les organisations qui mangent "de ce pain-là", c'est de réclamer leur part. Frachon l'a dit clairement (Le Peuple, n° 706, 16-30 juin 64): "... nous n'accuserons pas ceux qui en bénéficient de les recevoir. Au contraire, nous considérons que la for-mation ouvrière est une partie importante de l'éducation nationale que seuls peuvent diriger les syndicats et que nous devrions ensemble, les Centrales, en réclamer l'augmentation". Et, plus loin: "Mon avis est que ces organisations (F.O. et C.F.T.C.) devraient accepter que ces fonds publics soient répartis par une commission où seraient représen-tées toutes les organisations intéressées ... Ainsi tout se passerait au grand jour et serait écartée toute velléité du ministre de se servir de ces fonds pour peser sur la libre détermination de l'orientation de l'activité des syndicats". Autrement dit, la corruption syndicale n'est plus la corruption pourvu qu'elle soit équitablement répartie entre les trois centrales. Quel syndiqué de la base pourra croire que "cette par-tie importante de l'éducation nationale" pourrait être subventionnée par l'Etat du capital dans un autre but que de former des cadres parti-culièrement habiles dans le sabotage de toute lutte ouvrière ?

En tout cas cela devrait au moins ouvrir les yeux de ceux qui nour-rissent encore des illusions sur le "redressement" démocratique des syndicats. La défaite subie par le prolétariat a été telle que le capi-talisme a pu prendre la classe ouvrière comme dans un étau, parvenant à s'assurer d'un réseau d'alliés jusque dans ses propres organisations.

VACANCES : OPIUM D'UNE SOCIÉTÉ À ABATTRE

"Quatre ouvriers sur dix ne partent pas en vacances", révèle Le Monde à la suite d'une enquête menée en Basse Loire. Cet exemple limi-té, mais qui est valable à n'en pas douter pour l'ensemble de la Fran-ce, éclaire sous son vrai jour ce que le capital et ses laquais appel-lent le "progrès social".

Voici quelques mois le gouvernement et sa presse, à grand renfort

de publicité, annonçaient qu'une quatrième semaine de congés payés était accordée aux travailleurs. Belle initiative "sociale" ! Belle duperie surtout: les ouvriers ont bien "droit" aux congés, mais ils ne peuvent les prendre faute de salaires suffisants.

Les syndicats de collaboration de classes déclarèrent qu'une grande victoire avait été remportée. Mais il n'y a pas de victoire sans lutte, et lorsque le prolétariat se dressera contre la bourgeoisie, ce ne sera pas pour lui mendier un illusoire repos annuel; ce sera pour secouer le joug de son exploitation de chaque instant en exigeant la réduction de la durée du travail, avant de rejeter définitivement la domination de la bourgeoisie.

Mais de réduction générale de la durée de l'exploitation, il n'est pas question: les uns font des heures supplémentaires pendant que les autres sont réduits au chômage. Quant aux syndicats, au lieu de dénoncer la manoeuvre, ils n'ont fait qu'entretenir la campagne d'intoxication de la classe ouvrière par le capital.

Mais qu'en est-il donc de ces "vacances" dont la société bourgeoise est si fière ? Tous les ans, on invite les travailleurs à abandonner le baignoire productif. Faute de ressources, près de la moitié des ouvriers ne peut en profiter pour fuir cet autre autre baignoire que sont les villes "civilisées". L'autre moitié, qui va prendre un peu de soleil, tente de se détendre les membres pour pouvoir, à peine remise sur pieds, retourner dans l'enfer de la production capitaliste s'user à nouveau les nerfs et les muscles.

Le système capitaliste est ainsi fait. C'est un mangeur d'hommes. Il les transforme en machines qui, de temps à autre, doivent être mises au repos sous peine de voir leur existence abrégée.

Une des premières mesures du prolétariat après sa prise du pouvoir sera la réduction, de moitié au moins, de la durée de la journée de travail actuelle. C'est dans cette perspective que le prolétariat doit lutter, en chassant de son sein les directions syndicales vouées à la conservation du capitalisme. Il s'agit de lutter pour que la société humaine puisse vivre sans avoir besoin, précisément, de l'opium des "vacances" !

THOREZ EST MORT

QUE LES SIENS LE PLEURENT !

De Gaulle a adressé au fils de Thorez le message de condoléances suivant, que l'Humanité du 15 juillet a publié en bonne place, visiblement fière de ce qu'un personnage si haut placé reconnaisse les mérites du "fils du peuple" :

"Monsieur,

J'adresse à vous-même et aux vôtres mes sincères condoléances dans le "deuil qui vous frappe par la mort de votre père.

Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, "le Président Maurice Thorez -quelle qu'ait pu être son action avant et après- "a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir "l'unité nationale.

Veillez croire, Monsieur, à ma considération distinguée.

Charles de Gaulle "

Ce message est tout-à-fait sincère. De Gaulle n'a pas oublié les services rendus par Thorez à la cause de l'UNITE NATIONALE. Il n'a pas oublié que Thorez et les siens ont mobilisé la classe ouvrière dans la guerre impérialiste de 1939-45 d'abord, dans la Reconstruction capitaliste ensuite ; il n'a pas oublié que les "communistes" ont aidé au renforcement de l'Etat et que Thorez lui-même fut vice-président du conseil aux côtés du président de Gaulle.

Nous n'avons pas oublié non plus. Aussi ne nous joindrons-nous point au chœur des bourgeois, des hommes d'Etat, des démocrates et des opportunistes "ouvriers" qui aujourd'hui pleurent le "Président" disparu.

Notre oraison funèbre sera brève : un traître de la classe ouvrière de moins !

Le renégat fait l'unité nationale, le révolutionnaire proclame :

On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se développera au lendemain de cette guerre, pendant celle-ci, etc., mais en tout cas seul le travail accompli dans ce sens mérite le nom de travail socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir et à souder ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contreson gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de guerre civile.

LENINE : La faillite de la II Internationale - Septembre 1915